



Face aux attaques contre l'éducation prioritaire Pour un même droit à l'éducation



Toutes et tous en grève le jeudi 17 novembre !

Loin de la communication ministérielle sur une pseudo volonté de s'occuper de l'éducation prioritaire, les dernières annonces signent, au contraire, sa destruction programmée. Un appel national a été lancé par différents collectifs, regroupant différents bahuts de plusieurs académies sous le mot d'ordre « Touche pas à ma ZEP ! ». Cet appel est soutenu et relayé syndicalement par différentes sections syndicales locales et par la fédération des syndicats SUD Education ainsi que la CGT Educ'action.

Parce que la politique de l'éducation prioritaire est transversale de la maternelle au lycée (baisse des moyens humains, pédagogiques et éducatifs), Sud Education 31 et la CGT Educ'action 31 appellent tous les personnels à la grève afin de se mobiliser pour l'éducation prioritaire, qu'elle puisse perdurer mais surtout être enfin prioritaire !

Dans les lycées

La Ministre a annoncé son intention d'exclure les lycées de l'éducation prioritaire à partir de la rentrée 2017. En clair, cela signifie une baisse des moyens déjà largement insuffisants. Le collectif « **Touche pas à ma ZEP !** » qui réunit à ce jour 64 lycées de 10 académies se mobilise à travers des journées d'action et de grève pour exiger le maintien et un élargissement de la carte de l'éducation prioritaire en lycée. Seule solution pour permettre de limiter les effectifs par classe, de mettre en place des dédoublements, des dispositifs d'aide aux devoirs, de recruter des personnels de vie scolaire et médico-sociaux.

Dans les collèges

Dans les collèges REP, REP+ le ministère a lancé une expérimentation dans une vingtaine de départements au motif officiel de favoriser une **mixité sociale**. A Toulouse, pour stopper le soi disant échec scolaire des élèves de l'éducation prioritaire, le Conseil Départemental, le Rectorat et la Mairie prévoient ainsi dans les 4 ans, la destruction du collège Raymond Badiou, dans le quartier de la Reynerie au Mirail et l'envoi de certains élèves des collèges REP, REP+ dans des collèges aux catégories socio professionnelles plus favorisées. Supprimer un établissement scolaire dans un quartier, c'est supprimer un service public de proximité. Comment ne pas y voir un désengagement de l'État dans sa mission de garantir sur tout le territoire une instruction pour tous ? Priver un quartier d'un établissement scolaire c'est aussi complexifier la vie scolaire d'un élève. Pourquoi envoie-t-on loin de chez eux des élèves, qui cumulent souvent difficultés scolaires et sociales ?

Dans les écoles

Certaines écoles découvrent des moyens en baisse par rapport à la rentrée 2015 alors même qu'elles ont le label REP+ ou REP : il manque des enseignant-es « plus de maîtres-ses que de classes ». A cela se rajoute toujours un manque cruel de personnels remplaçant-es, ce qui arrange l'administration qui peut ainsi recruter des contractuel-les en REP+ et même en CP/CE1. Les R.A.S.E.D. qui continuent à se réduire comme peau de chagrin, font aussi défaut, certaines écoles se retrouvent sans intervention suivie du psychologue scolaire.

Parce que pour nous l'égalité des chances n'existe pas, nous lui opposons l'égalité des droits et cela passe nécessairement par des moyens supplémentaires dans les zones socialement défavorisées !

Faisons de la journée du 17 novembre une journée de grève et d'actions pour

- de réels moyens humains, pédagogiques, éducatifs pour l'éducation prioritaire de l'école au lycée.
- le maintien du collège Raymond Badiou qui accueille depuis de longues années les enfants du quartier de la Reynerie.

RDV 9h au local de Sud à Babinet pour aller Place Abbal – Métro Reynerie
(diffusion de tracts, tournée des établissements, assos et autres actions en préparation....)